



**L'INFLUENCE DES ARMÉES DANS LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES
PACIFIÉES : une étude comparative des armées française et
allemande**

Par Constance GAUTHIER

LES PUBLICATIONS



**LES JEUNES
IHEDN**

À PROPOS DE L'ARTICLE

Les sociétés européennes sont aujourd'hui caractérisées par un pacifisme structurel hérité du mouvement de réaction aux décennies de guerres mondiales. Cela soulève de nombreuses interrogations quant à la place de l'armée dans la société et au rapport que les populations entretiennent, elles, en matière d'imaginaire collectif et de soutien aux missions. Avec la suspension du service militaire obligatoire, les armées sont devenues de plus en plus professionnalisées. Cette professionnalisation a participé à l'éloignement de l'armée des populations, le fait militaire devenant de plus en plus technique, mais aussi de plus en plus étranger. Nous aboutissons à une société qui respecte et admire ses armées, mais ne les connaît et ne les comprend plus vraiment. Le rapport que l'opinion publique entretient à la mort des militaires est symptomatique du malaise face au fait militaire.

Une étude comparative du rapport armée-société en Allemagne et en France se justifie par le passé belliciste des deux pays, bien que plus marqué en Allemagne. Il est donc intéressant d'analyser en quoi cet héritage refoulé conditionne encore aujourd'hui les interventions militaires en dehors du territoire, mais aussi la place laissée à l'armée aux côtés des autres institutions.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Constance GAUTHIER est en première année à l'École normale supérieure de Paris-Saclay en sciences sociales, en double cursus avec HEC Paris. Passionnée par la géopolitique et les enjeux de sécurité défense, elle est membre du comité Europe des Jeunes IHEDN.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle des Jeunes IHEDN.

Illustration de couverture : [Défilé du 14 juillet, Wikipedia](#)

Introduction

Dans son ouvrage [*Le Soldat méconnu. Les Français et leurs armées : état des lieux*](#), Bénédicte Chéron évoque le paradoxe des relations entre l'armée et la société, caractérisées à la fois par un sentiment d'approbation mais aussi par une méconnaissance des enjeux du milieu. La rupture entre ces deux sphères entraîne des incompréhensions et un manque de consensus en matière d'engagements hors du territoire.

L'armée a effectivement une image ambivalente dans les sociétés européennes contemporaines. D'une part, les sondages et enquêtes témoignent d'un sentiment de plus en plus positif envers les militaires, avec un fort soutien pour la lutte contre le terrorisme et les opérations en territoire étranger. Le fait militaire et les enjeux de la défense deviennent un phénomène sociétal autant que politique.

Toutefois, les mémoires françaises et allemandes restent marquées par les périodes de forte militarisation du 20^e siècle. Si le militarisme est un phénomène commun à l'Europe, il a particulièrement marqué l'Allemagne, ce qui rend les relations entre l'armée et la société d'autant plus délicates et soulève toujours des questions quant aux engagements militaires de demain.

En outre, depuis la suppression du service militaire, les armées se professionnalisent de plus en plus et deviennent de plus en plus étrangères à la société, là où, comme l'analyse [*Annie Crépin*](#), le service militaire obligatoire était facteur d'unification dans la société. Celle-ci peut soutenir ses armées et admirer les hommes qui vouent leur vie à leur pays, mais sans pour autant comprendre et s'intéresser à leur domaine. On se trouve dans une situation paradoxale où les armées sont appréciées, respectées mais éloignées de la société. Ceci induit de nombreuses questions concernant le lien entre l'armée et la société, notamment autour de la justification de l'engagement, la médiatisation des opérations extérieures, l'acceptation de la mort des militaires et les stratégies d'influence de l'armée sur la société.

S'intéresser à cette relation, c'est analyser comment chacun des groupes que constituent les militaires et les civils peuvent mutuellement s'influencer, et en quoi il faut envisager un lien d'interdépendance plutôt que d'y voir deux entités séparées. L'évolution géopolitique et les enjeux auxquels l'Europe fait face illustrent d'autant plus la nécessité de repenser ce lien et de les faire comprendre à la population. Une étude comparative de l'influence des armées dans la société française et la société allemande permet de comprendre dans quelle mesure le poids du passé pèse dans la représentation collective et comment ces différentes mentalités conditionnent la politique militaire d'aujourd'hui.

Héritages du passé militariste dans les représentations collectives

La France et l'Allemagne, comme la majorité des pays européens, ont connu des périodes de forte militarisation au 20^e siècle, avec une prédominance du militaire sur le politique. Ces phases ont laissé des séquelles qui conditionnent encore largement les représentations collectives et l'action politique militaire, notamment pour l'Allemagne qui s'érige comme « puissance civile » avec une « culture de la retenue ». Il convient d'analyser l'héritage militariste dans les sociétés française et allemande pour mieux comprendre la transition à aujourd'hui.

L'Allemagne a connu, de 1914 à 1945, une phase de militarisation à outrance où le pouvoir militaire prenait entièrement le dessus sur le contrôle politique. Le III^e Reich en est le paroxysme. À une moindre échelle, la France a aussi connu cette prédominance militaire, favorisant une société belliciste, notamment lors de l'affaire Dreyfus, puis au début de la Première Guerre mondiale et durant le régime de Vichy. Cette militarisation a laissé des conséquences structurelles en Allemagne, notamment avec le débat sur la remilitarisation qui émerge dans les années 1950. La société allemande est devenue profondément pacifiste et s'est mise à rejeter toute forme de militarisation. Cette attitude est encore perceptible aujourd'hui dans le rapport de l'armée aux opérations extérieures aux côtés de ses alliés européens. Quelles formes d'armée peut-on envisager dans ces conditions ?

Dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Bundeswehr, armée fédérale allemande, est créée, sous contrôle de l'OTAN. En vertu du traité de Moscou, dit du « 2+4 », de 1990, l'Allemagne s'engage à réduire de 50 % ses forces armées. Elle n'est pas entraînée pour mener une guerre, tout est fait pour qu'elle l'évite. L'armée allemande s'inscrit ainsi dans une logique de rupture radicale avec le passé, c'est une armée parlementaire par excellence, c'est-à-dire que le Parlement la contrôle de très près.

Ce passé militariste laisse aussi des traces dans la société française, dans certains groupes qui rejettent avec véhémence toute forme de militarisation. En France, la polémique autour du SNU est symptomatique de la rupture de plus en plus nette entre les sphères civile et militaire. Ce service national, destiné à favoriser une « cohésion nationale », a été fortement critiqué par certains qui y voient un militarisme trop sévère. De ce point de vue, la jeunesse française, et l'opinion publique en général, ne sont pas en faveur d'un retour du fait militaire dans la société.

Les questions liées au passé, la rupture avec la culture de guerre propre aux sociétés du 20^e siècle, ont inévitablement des conséquences en termes d'engagement militaire. La sphère militaire est attentive à l'opinion publique et reste influencée par le jugement que celle-ci porte aux missions qu'elle entreprend. Les stratégies de communication mises en place par le ministère des armées autour de l'opération Sentinelle en sont une illustration. La ministre Florence Parly est intervenue à de nombreuses reprises pour rappeler à quel point les armées étaient engagées pour la protection des Français contre les menaces terroristes : « Comme toute opération militaire, Sentinelle s'adapte continuellement à l'évolution de la menace pour conserver cette efficacité au service de nos concitoyens »¹.

On pourra alors se demander en quoi cette opinion publique pacifiée peut influencer l'attitude politico-militaire pour les engagements de demain.

À mesure que la société évolue, le gouffre se creuse entre la sphère militaire, qui se retranche dans un monde plus technique, plus professionnalisé, et le reste de la société qui, sans dénigrer l'armée, se tient à l'écart avec une bienveillance indifférente pour reprendre l'expression utilisée par Maxime Calvet. Or les enjeux politiques mondiaux de demain appellent à des formes de défense qui incluent de plus en plus le facteur sociétal. La défense n'est plus simplement de l'ordre du politique, c'est un fait social qui nécessite la compréhension, l'approbation et le soutien de l'opinion publique. Il convient alors de dresser un portrait de l'état des relations entre l'armée et la société aujourd'hui.

L'image de l'armée dans la société : comparaison entre la France et l'Allemagne

Tenant compte du passé politique militaire des États français et allemand, le passage à une société démilitarisée et pacifique pose des questions quant à la place de l'armée en son sein. L'armée peut-elle encore influencer la société et comment celle-ci l'influence-t-elle en retour ? Plus concrètement, quelle est la place de l'armée dans la société ?

D'après un sondage réalisé par l'IFOP, 84 % des Français ont une bonne image de leur armée, contre 68 % en Allemagne². Cette bonne opinion de l'armée française s'appuie sur les critères suivants : efficacité (79 %), réactivité (79 %) et le fait qu'elle soit rassurante

¹ Parly Florence, ministre des armées, *Un an d'action, un premier bilan*, disponible sur : <https://www.defense.gouv.fr/content/download/535041/9206432/Florence+Parly+-+MINARM+-+1+an+action.pdf> (consulté le 27/05/2020)

² Commission européenne, Eurobaromètres standards, mai 2016. Cité par Cathy Dolignon dans EcoDef « Défense et opinion publique européenne », disponible sur : https://www.epsilon.insee.fr/jspui/bitstream/1/51958/1/EcoDef_etudes_86.pdf (consulté le 17/03/2020)

(77 %). Il est intéressant de remarquer que d'autres critères ont baissé, comme le courage (47 %) et l'engagement (45 %). Ainsi, aux valeurs qui révèlent de l'esprit de sacrifice, on préfère les valeurs de justice et de démocratie.

À côté de cette approbation générale, on peut aussi évoquer une forme d'« *indifférence bienveillante* »³ pour citer Maxime Calvet. Celui-ci montre que le corollaire d'une société démilitarisée et pacifiée est que les enjeux militaires ne touchent plus les intérêts directs des individus. Les militaires eux-mêmes sont par conséquent désincarnés : « *Les soldats de métier deviennent des hommes comme les autres mais que l'on paye pour prendre le risque de la mort.* » Le militaire est devenu un métier à part entière, de plus en plus technique, et de plus en plus abstrait dans l'opinion publique.

Cette rupture entre la société et ses armées vient du fait que le militaire devient un véritable professionnel. Cette professionnalisation est la conséquence logique de la suppression du service militaire en 1996 en France, et en 2011 en Allemagne. On voit alors se former une scission au sein de la société entre d'une part, les militaires et d'autre part, les civils qui tendent à se montrer indifférents et étrangers aux défis et problèmes de ce groupe social. Le tabou du port de l'uniforme illustre bien ce malaise des militaires dans la société. Encore aujourd'hui, les militaires en uniforme dans la rue peuvent évoquer des souvenirs des sociétés bellicistes du 20^e siècle dans l'imaginaire collectif. En Allemagne, la professionnalisation des armées tend à remettre en question l'identité de la Bundeswehr et sa légitimité aux yeux de la population. De plus, avec la réduction des forces armées depuis les trois dernières décennies, l'armée allemande perd de sa visibilité. Les armées française et allemande sont toutes les deux victimes de ce « *désintérêt amical* »⁴ de la population.

En revanche, la professionnalisation implique un changement structurel plus positif au regard de la société par l'accroissement de la proportion de femmes militaires. En ce sens l'armée, à mesure qu'elle devient plus mixte, tend aussi à se montrer plus représentative de la société, même s'il s'agit d'une représentativité imparfaite (les femmes représentent 15,5 % des effectifs militaires français, contre 11 % en Allemagne). La question de la mixité est un enjeu sociétal majeur et l'armée doit mesurer l'évolution des tendances comme les autres secteurs de la société, qui aujourd'hui prônent la parité entre les sexes. La représentativité sociale de l'armée est nécessaire pour qu'elle puisse être légitime auprès de la société.

³ Calvet, Maxime. « Quelles influences pour les officiers des armées françaises ? » in *La Place des armes*, Éditions de l'École de guerre, 2018

⁴ Leonhard Nina, « Relations civiles - militaires en Allemagne. Entre post-héroïsme et poids du passé : le monument aux morts de la Bundeswehr », *L'Année sociologique*, Volume 61 /2011, N°2, octobre 2011, Paris, PUF

La professionnalisation depuis les années 1990 tend à changer les logiques d'intervention des forces armées, principalement orientées vers le maintien et le rétablissement de la paix. L'Allemagne, avec son principe de maintien de la paix, reste tournée vers cet objectif. Ainsi lors de la guerre d'Afghanistan, les Allemands se sont montrés très réticents à l'envoi de troupes. En France, comme nous le verrons ultérieurement, on a pu observer un net renversement dans l'opinion publique, allant jusqu'à l'exigence du retrait des forces en 2008.

La place des armées dans la société se comprend mieux à partir de la manière dont la société fait face aux décès. En France comme en Allemagne, force est de constater un certain malaise que la société éprouve face aux pertes militaires. Bien que la construction du monument en mémoire des morts de la Bundeswehr, inauguré en 2009 à Berlin, témoigne d'une institutionnalisation symbolique d'une nouvelle culture de guerre, elle engendre une nouvelle approche à la mort mais aussi de la place de l'armée dans la société.

La mort tend de plus en plus à devenir une affaire publique. La disparition des militaires en particulier a des répercussions dans l'imaginaire collectif. On l'a constaté en France avec la médiatisation et la vague d'émotions sur les réseaux sociaux autour du décès des deux commandos au Burkina Faso en mai 2019, témoignant de cette indignation face aux pertes. Herfried Münkler parle d'une société allemande « post-héroïque »⁵, caractérisée par le refus de la guerre et de la mort des militaires. Plutôt que de déployer des forces au sol, l'Allemagne et la France préfèrent combattre par la technologie. Au contraire, d'autres États comme la Russie, où la démographie est plus conséquente, ont moins de mal à accepter les sacrifices humains. On peut à ce titre évoquer le film documentaire de la journaliste Elena Volochine, intitulé *Le Choix d'Oleg*. Ce documentaire se concentre sur un jeune volontaire russe, parmi des milliers d'autres qui, dopés par la propagande, affluent à l'est de l'Ukraine pour s'y battre.

Pourtant la réaction de l'opinion publique allemande face à la mort de militaires en opex révèle aussi des enjeux politiques quant à la logique d'intervention de l'Allemagne et pose la question de la nécessité d'assumer plus de responsabilités dans les affaires internationales, notamment depuis la mort du premier militaire allemand dans le cadre d'une mission APRONUC en 1993.

Le rapport de la société à ses armées se construit aussi à travers le discours médiatique, surtout durant les opérations extérieures. La guerre en Afghanistan (2001-2014) a suscité des études sur le traitement du conflit par les médias. Le changement dans l'opinion

⁵ Münkler Herfried, *Der Wandel des Krieges : Von der Symmetrie zur Asymmetrie*, Velbrück Wissenschaft, 2006

publique des Français est particulièrement parlant. En 2001, d'après un sondage de l'IPSOS, 66% d'entre eux approuvent l'intervention militaire contre 28%⁶. Mais à partir de 2007, cette approbation diminue en même temps que le président Sarkozy décide d'envoyer des renforts en Afghanistan. 55% des Français se prononcent alors pour un retrait des troupes. La position des Allemands est plus négative encore. En mai 2010, le président de la République a dû démissionner en raison d'un discours controversé dans lequel il déclarait qu'un engagement militaire pouvait être nécessaire pour protéger les intérêts de la nation – il évoquait alors la sécurisation de routes commerciales. Les Allemands s'y sont opposés, y voyant une justification de la guerre au nom d'intérêts économiques. L'impression de manque de justification auprès de l'opinion publique et le poids des pertes (89 soldats pour la France, 54 en Allemagne) ont contribué à l'érosion du soutien de la population.

Quelles conséquences pour les engagements de demain dans une société pacifiée ?

Le capitaine de frégate [Damien Appriou](#)⁷ évoque les enjeux des conflits à venir pour les sociétés européennes pacifiées. Il avance le concept de « soldat citoyen » à la fois comme élément clé de la politique européenne, et comme symptôme de la transformation pacifique de nos sociétés. Les politiques aujourd'hui érigent en principe fondamental la « guerre à zéro mort », faisant de la préservation des hommes un impératif. Cette idéologie montre que nous évoluons aussi dans une société qui n'accepte plus la mort. C'est moins le courage du soldat qui est récompensé, que sa fonction de représentant des valeurs européennes de justice et de démocratie. De même, l'Allemagne cultive cet idéal du soldat citoyen : les Allemands voient leurs soldats comme des agents humanitaires en uniforme. Il y a une prédominance du maintien de la paix dans la logique des missions hors du territoire. En effet, si l'Allemagne s'implique dans des opérations de combat, elle agit avant tout pour le maintien de la paix.

Si l'on constate que l'Allemagne s'ouvre aux opérations extérieures, cette ouverture demeure timide. Une fois la vague antimilitariste allemande passée, la Bundeswehr a bénéficié d'un soutien public croissant. Malgré les résurgences de mouvements pacifiques, l'Allemagne dispose d'une des armées les plus intégrées et démocratiques des

⁶ Lagneau Laurent, « Avec 84 % de bonnes opinions, les armées ont toujours la cote auprès des Français » Zone Militaire Opex 360 (Juillet 2018), disponible sur <http://www.opex360.com/2018/07/09/armees-ont-toujours-cote-aupres-de-lopinion-francaise> (Consulté le 17/03/2020)

⁷ Appriou, Damien. « La population Française accepte-t-elle encore de faire la guerre ? » in Appriou Damien, Calvet Maxime, Cheyppé Jérôme, *La place des armes, penser autrement la défense de la France*, Éditions de l'École de guerre

pays occidentaux. Mais ce sont justement ces valeurs et cet idéal de paix qui posent problème quant à l'investissement de l'Allemagne dans les conflits de demain. L'Allemagne justifie souvent sa non-participation à des opérations extérieures, au nom de cette culture de la retenue. D'ailleurs la pratique des opex reste très récente par rapport à ses voisins européens, elle n'a été autorisée qu'à partir de 1994. On peut expliquer cette ouverture timide de l'armée allemande sur des théâtres de conflit en dehors du territoire par les nombreux obstacles essentiellement constitutionnels auxquels elle fait face. L'attitude de l'Allemagne face à l'opération Barkhane est parlante⁸ : alors que la France appelait ses partenaires européens à un soutien dans la mise en place de l'opération Takuba pour compenser la force Barkhane dans la stabilisation du Sahel, l'Allemagne refusa d'aller combattre les islamistes au Mali, considérant cette opération comme le « déploiement le plus dangereux » qu'elle ait connu, d'après l'agence allemande DPA.

Comment les armées peuvent-elles influencer la société ?

L'étude des armées françaises et allemandes permet de comprendre comment l'héritage militariste du 20^e siècle continue d'influencer les représentations collectives par rapport à l'armée et comment celles-ci conditionnent et influencent le champ d'action militaire. Si le sentiment antimilitariste est dépassé, et que les armées bénéficient d'une image relativement positive, c'est surtout parce que la société attend de ses armées qu'elles maintiennent cet idéal de paix post-guerres mondiales.

En outre, cette pacification de la société écarte le fait militaire en dehors du fait civil : la société approuve ses armées mais éprouve tout de même, sinon un certain malaise – on peut le voir dans le rapport à la mort –, en tout cas une « indifférence bienveillante ». Plus encore, la population connaît mal ses armées. Cette méconnaissance du fonctionnement des armées, et donc de leurs besoins, s'explique par le fait que la majorité des nouvelles générations n'a pas accompli de service militaire. Le fait militaire est de plus en plus technique et spécialisé.

Face aux problèmes évoqués précédemment, on peut se demander comment l'armée peut influencer une société dont les valeurs sont enclines à la paix, à la préservation de la vie. Comment légitimer les interventions ? Comment assurer une convergence entre les

⁸ Laurent Lagneau « Barkhane: Berlin n'envisage pas de participer à l'unité de forces spéciales européennes voulue par la France », Zone militaire opex 360, décembre 2019 (en ligne) Disponible via: <http://www.opex360.com/2019/12/28/barkhane-berlin-n-envisage-pas-de-participer-a-l-unite-de-forces-speciales-europeennes-voulue-par-la-france/> (consulté le 18/03/2020)

attentes de la société et les ambitions des armées ? Cela nous amène à interroger les vecteurs de communication, mais aussi les stratégies de représentation. L'image que l'armée renvoie est une question centrale des politiques de ressources humaines. La question des stratégies d'influence est au cœur de la réflexion⁹ de Maxime Calvet. Il existerait selon lui une certaine crise de leadership pour les officiers en dehors de la sphère militaire. Cela invite à repenser le lien entre celle-ci et la société, en passant par une nouvelle attitude au public pour mieux peser dans les débats : « se transformer soi-même pour transformer autrui »¹⁰. Réciproquement, il convient d'impliquer le public dans les questions de défense : il revient aux militaires et aux élites de pointer du doigt les menaces qui pèsent sur l'Europe, montrer à la société qu'elle n'est pas inattaquable, et la préparer aux conflits de demain. Pour citer Damien Appriou, il est urgent de « *raviver l'esprit de défense version 21^e siècle parmi les citoyens* »¹¹.

⁹ *Op.cit.*

¹⁰ Calvet, 2018

¹¹ *Op. cit.*



publication@jeunes-ihedn.org